

19-01-1996



Monsieur André FLAHAUT  
Ministre de la Fonction publique  
et des Infrastructures,

rue de la Loi, 155,  
1000 BRUXELLES  
-----

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.005/I/PF  
JMB/DV

OBJET: 2e phase de l'opération "nouveaux cadres" et bilan de la  
1ère phase au point de vue "cadres linguistiques".

Monsieur le Ministre,

La publication au Moniteur belge du 30 décembre 1995 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+ fait démarrer une nouvelle opération de révision des cadres organiques et partant linguistiques.

A cet effet, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) vous a transmis son avis du 4 janvier 1996 au sujet du projet d'arrêté royal déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois linguistiques coordonnées (L.L.C.) les grades des agents de certains services centraux qui constituent un même degré de la hiérarchie; la C.P.C.L. a estimé que le nouvel arrêté royal n° I précité devait entrer en vigueur le plus rapidement possible.

C'est sur la base de cet arrêté royal n° I et du nouveau cadre organique que les nouveaux dossiers de cadres linguistiques devront être introduits. En l'absence de cadres linguistiques, il n'est pas possible de recruter ou de promouvoir de façon régulière dans les services concernés.

En 1995, 20 services ont pu faire publier avant la fin décembre 1995 (date ultime de la première phase de l'opération "nouveaux cadres" conformément à la circulaire n° 419 du 25 juillet 1995 publiée au Moniteur Belge des 17 août et 14 septembre 1995) leur arrêté royal de cadres linguistiques (cfr. annexe 1). Pour ces 20 services une disposition transitoire prévue dans le projet d'arrêté royal n° I permettra de promouvoir et de recruter dans les niveaux 4, 3 et 2.

La publication de l'arrêté royal du 10 avril 1995 précité ne permet cependant plus à ces 20 cadres linguistiques d'être opérationnels pour les carrières de niveau 1 et 2+ étant donné les profondes restructurations que cet arrêté royal implique (suppression de plusieurs rangs - Suppression des carrières planes - Diminution du nombre de degrés et nécessité d'adapter préalablement l'arrêté royal n° I - Indétermination du nombre total des emplois de direction et des cadres unilingues et bilingues).

Pour tous les autres services (cfr. annexe 2) qui n'ont pas publié leur arrêté royal de cadres linguistiques dans les délais requis, a fortiori pour ceux qui n'avaient introduit aucun dossier (annexe 3), il n'y aura plus de possibilité de recruter et de promouvoir valablement dans les 5 niveaux; les dossiers de cadres linguistiques introduits en 1995 devant la C.P.C.L. et non publiés en 1995 sont frappés de caducité par la publication de l'arrêté royal du 10 avril 1995. La C.P.C.L. se rallie à ce propos tout-à-fait à votre point de vue exprimé au point 2 b) de la Circulaire n° 419 du 25 juillet 1995 qui stipule :

"Les degrés linguistiques de la hiérarchie seront à revoir dès la publication des textes réglementaires relatifs à la restructuration des carrières des niveaux 2+ et 1. Il s'ensuit que, dès cette publication, les services dont le cadre linguistique, adapté à leur nouveau cadre organique de la 1ère phrase n'est pas entré en vigueur, ne pourront plus ni recruter ni promouvoir dans les cinq niveaux".

Tous les services devront introduire un nouveau dossier de cadres linguistiques en 1996; la C.P.C.L. estime cependant que pour les services qui ont finalisé leur cadre en 1995, l'ensemble des données relatives au volume de travail N/F qui constituaient le fondement des proportions de leur cadre linguistique peuvent être considérées comme une base de travail acceptable, servir de fondement au nouveau dossier et être appliquées aux nouveaux emplois qui seront créés en 1996 par les nouveaux cadres organiques pour autant toutefois que ces dossiers de cadres linguistiques soient introduits le plus rapidement possible en 1996 et que les services en cause n'aient pas été restructurés.

Conformément à l'article 43 des L.L.C. qui est d'ordre public les recrutements et les promotions se font par cadres, en conséquence l'application des réformes des carrières (niveaux 1 à 4) implique juridiquement l'établissement préalable de cadres linguistiques valables pour tout recrutement ou toute promotion ou transfert de personnel.

L'arrêté royal du 10 avril 1995 précité, notamment l'article 70, ne peut déroger aux L.L.C.

La C.P.C.L. sera particulièrement attentive à ce que les réformes mises en oeuvre par la Fonction publique soient accompagnées de décisions conformes à la législation linguistique (cadres linguistiques, recrutements, promotions et transferts) de sorte que l'on puisse assurer une sécurité juridique aux carrières des agents concernés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.